

URL de cet article <https://www.legrandsoir.info/l-imagination-tres-limitée-d-un-certain-donald-t.html>

13 septembre 2025

L'imagination très limitée d'un certain Donald T.



Maurice LEMOINE

28 juillet 2024 (à la veille du second mandat). Le président vénézuélien Nicolás Maduro est déclaré réélu par le Conseil national électoral (CNE), avec 51,2 % des suffrages. Candidat en lieu et place de la dirigeante d'extrême droite María Corina Machado, « inéligible », Edmundo González Urrutia est crédité de 44,2 % des voix. Victime d'une cyber-attaque – revendiquée ultérieurement par des hackers d'Anonymous et confirmée par l'entreprise étatsunienne hautement spécialisée Netscout Systems –, le CNE, mis en difficulté, n'a pu produire en temps réel l'ensemble des résultats. Sur la base d'un « comptage parallèle » dépourvu de toute légitimité et que personne n'expertisera, l'opposition de droite radicale prétend avoir remporté le scrutin avec 70 % des voix.

Depuis Washington, le gouvernement de Joe Biden rejette la décision du Tribunal suprême de justice (TSJ) lorsque celui-ci, le 22 août, après une vérification à laquelle participent les candidats battus de la droite modérée, confirme la victoire de Maduro [1].

En campagne pour revenir à la Maison Blanche après son premier mandat, sa défaite et sa tentative d'inversion du résultat du 6 janvier 2021, Donald Trump annonce d'emblée que les élections vénézuéliennes n'ont été « *ni libres ni justes* » et que lui non plus ne reconnaîtra pas Maduro. Ce qui, somme toute, n'a rien de très original, vu que...

23 janvier 2019 (premier mandat). Sur une place du quartier huppé de Chacao (Caracas), le député d'opposition Juan Guaidó s'est autoproclamé président de la République bolivarienne du Venezuela. Elu en 2018, Maduro n'avait pas été reconnu par Washington et, la veille, 22 janvier, c'est le vice-président de Trump, Mike Pence en personne, qui a appelé l'opposition vénézuélienne à prendre la rue pour accueillir le messie. A peine Guaidó a-t-il eu terminé son discours que, par Tweet, Trump a communiqué : « *Aujourd'hui, je reconnais officiellement le président de l'Assemblée nationale vénézuélienne Juan Guaidó, comme Président par intérim du Venezuela.* » Dans les semaines qui suivent Trump va multiplier les mesures coercitives unilatérales – dites « sanctions » –, dont un embargo sur l'industrie pétrolière, destinés à mettre l'économie vénézuélienne à genoux et à faire tomber Maduro.

Ce fameux 23 janvier 2019, le sénateur de Floride Marco Rubio jubila et avertit le président vénézuélien (le vrai) : « *Ne commence pas une bagarre avec quelqu'un [Trump] qui a démontré qu'il agira au-delà de ce que quiconque pense possible !* » Fils de Cubains ayant quitté l'île avant le triomphe de la Révolution, Rubio est l'archétype du républicain hostile aux gouvernements de gauche latinos – à commencer par ceux de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, qu'il poursuit d'une haine absolue.

A La Havane, Caracas et même Washington, quelques connaisseurs des « dossiers » ont rebaptisé ce faucon « Narco Rubio », tant à cause de sa proximité avec l'ex-président colombien Álvaro Uribe qu'en raison de certains antécédents familiaux. Condamné à trente-cinq ans d'incarcération en 1988 pour narcotrafic, le beau-frère de Rubio, Orlando Cicilia, n'en a accompli que douze. Il fut libéré en 2000, tout juste quatre jours après que Rubio ait pris ses fonctions à la Chambre des représentants (le hasard fait parfois bien les choses). Dès sa sortie de prison, Cicilia rejoignit l'équipe politique entourant Rubio (le hasard n'eut rien à faire là-dedans).

Mai 2023 (à la veille du second mandat). Interviewé par l'ancien homme politique et figure du Brexit Nigel Farage, Trump, en campagne, tonitruue, au sujet du conflit russo-ukrainien : « *Si j'étais président, et je le dis, je mettrais fin à cette guerre en une journée. Ça prendrait 24 heures. Je connais bien Zelensky, je connais bien Poutine.* »

OK ! Question suivante. Pardon, vous avez des doutes ?

12 juin 2018 (premier mandat). Show « historique » à Singapour, sous le regard des caméras du monde entier. Trump vient de réussir la négociation du siècle. Certes plutôt vague, l'accord de dénucléarisation signé par le nord-coréen Kim Jong-un est en réalité « *une avancée majeure* », obtenue par le formidable président américain. Depuis, on dira que... le résultat est moins formidable qu'annoncé. Celui que le très inspiré Trump avait rebaptisé « Rocket Man » justifie son sobriquet en multipliant les tirs de missiles à courte et moyenne portée, mais aussi intercontinentaux.

7 décembre 2018 (premier mandat). Nomination par Trump du ministre de la Justice (« *Attorney General* ») William Barr, un juriste républicain ayant déjà occupé cette fonction au début des années 1990, sous la présidence de George H.W. Bush. Barr succède à Jeff Sessions, qui vient d'être poussé à la démission. Redevenu avocat dans le privé après sa première expérience ministérielle, Barr assurait la défense de Trump depuis 2017. En juin 2018, il a réfuté les fondements juridiques de l'enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller, lequel cherchait à établir s'il y avait eu collusion entre Moscou et l'équipe de campagne du candidat républicain lors de l'élection présidentielle de 2016. Après avoir expurgé le rapport Mueller, le ministre Barr organisera des contre-enquêtes sur le travail du procureur spécial et du FBI. Parfait ! On travaille toujours mieux lorsqu'on est entre soi.

21 novembre 2024 (second mandat). Choisi avec le plus grand soin par Trump pour être le ministre de la Justice, Matt Gaetz renonce finalement à cette nomination. Ne fait-il pas l'objet d'une enquête de la commission d'éthique de la Chambre des représentants pour consommation de stupéfiants, infractions sexuelles et détournement de fonds de campagne ? Le président le remplace immédiatement par Pamela « Pam » Bondi. Procureure générale de l'Etat de Floride de 2011 à 2019, elle a fait partie de l'équipe d'avocats de Trump lors de son procès en destitution au Sénat. Elle a ensuite rejoint l'équipe qui a vainement mené la contestation judiciaire de l'élection de Joe Biden. Au ministère de la Justice Pam Bondi sera secondée par trois autres avocats personnels du milliardaire : Todd Blanche, Emil Bove et John Sauer. On travaille toujours mieux lorsque... (voir premier mandat).

27 juin 2018 (premier mandat). Rencontrant un groupe d'émigrés vénézuéliens à la frontière brésilienne, quelques mois avant l'auto-proclamation de Guaido, le vice-président de Trump, Mike Pence, déclare : « *La liberté et la démocratie doivent être rétablies au Venezuela.* » Un mois plus tard, le 8 août, c'est la représentante permanente de Trump auprès des Nations unies, Nikki Haley, qui se rend sur la frontière colombo-vénézuélienne pour y pleurer sur le sort des victimes de la Révolution bolivarienne. La « guerre économique » déclenchée contre Caracas affectant durement la population, des grappes de Vénézuéliens, de fait, quittent quotidiennement le pays avec valises et baluchons. Haley, en la circonstance, invite Bogotá, où vient d'être élu le président de droite radicale Iván Duque, à prendre la tête d'une fronde régionale contre le Venezuela bolivarien.

Quelques mois plus tard, en septembre 2019, alors que Guaido fait encore l'admiration des médias, une polémique des plus édifiantes éclate. Quand, en phase avec Washington, l'Organisation des Etats américains (OEA) clame que 8 millions de Vénézuéliens auront bientôt quitté leur pays, « *fuyant la misère et la dictature* », le Haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU (en espagnol ACNUR), n'en comptabilise « que » 4 296 777, quasiment deux fois moins. Pire encore : le Venezuela ne figure même pas dans le « top cinq » des pires crises migratoires de la planète. Ce coup de poignard dans le dos des propagandistes déclenche contre le Haut Commissariat une vague de fureur sans précédent.

De l'instrumentalisation des migrants vénézuéliens : on les aime plus que tout à ce moment ; plus il y en a, plus il est supposé y en avoir, plus on peut mobiliser les braves gens et les bons sentiments contre « le dictateur » Maduro.

Janvier 2025 (second mandat). De retour à la Maison Blanche, Trump signe immédiatement plus de quarante « ordres exécutifs » [2]. Six d'entre eux concernent les « migrants », ces pelés, ces galeux. Des « *criminels illégaux* », quand ils ne sont pas « *terroristes* », qui « *menacent le peuple américain* ». Début février, le premier vol transportant des sans papiers « *présentant un grand danger* » vers la base militaire US (illégalement occupée) de Guantánamo, à Cuba, devient le symbole de la dérive fascisante des agents de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE). Tant aimés hier, les 600 000 Vénézuéliens présents aux Etats-Unis se retrouvent au cœur de la tourmente. Trump retire à 350 000 d'entre eux le statut de protection temporaire contre l'expulsion (TPS) dont ils bénéficiaient [3]. Le 3 février, lors d'une visite à San Salvador, Marco Rubio, devenu secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères), annonce que le président Nayib Bukele a offert d'accueillir des détenus envoyés par Washington. Sitôt dit, sitôt fait. « *Aujourd'hui [16 mars], un premier groupe de 238 membres de l'organisation criminelle vénézuélienne Train d'Aragua sont arrivés dans notre pays. Ils ont été immédiatement transférés au Centre de détention pour terroristes [CECOT], pour une période d'un an* », déclare sur X Bukele.

Le CECOT : un univers concentrationnaire érigé au milieu de nulle part, à 74 kilomètres de San Salvador, en 2023, pour incarcérer les membres de gangs salvadoriens – les « *pandillas* » ou « *maras* ». D'après les chiffres officiels, 87 100 « *pandilleros* » ou supposés « *pandilleros* » (2 % de la population du pays) ont été incarcérés (dont 25 000 au CECOT) sans droit à la défense ni jugement ; d'après le Secours juridique humanitaire (SJH ; 15 juillet 2025), 427 de ces détenus sont morts dans des conditions non élucidées.

Les Etats-Unis allaient-ils disparaître, minés de l'intérieur par de dangereux terroristes vénézuéliens ? Telle est l'angoissante question qui se posait. Seule la prise de risque peut vous emmener vers la victoire : Trump a fait rempart de son corps en invoquant un texte de 1798 – la Loi sur les étrangers et la sédition –, utilisé uniquement en temps de guerre. Elle le fut pour la dernière fois pendant la Seconde Guerre mondiale afin d'interner 120 000 Japonais et Américano-Japonais. C'est en utilisant cette loi obsolète que Trump a pu expédier *manu militari* au Salvador les fameux membres du Train d'Aragua (« *Tren de Aragua* »), un

gang qu'il a fait classer dans la catégorie des Organisations terroristes étrangères (FTO) car menant « *une guerre illégale contre le territoire des Etats-Unis, à la fois directement et sous la direction, clandestine ou non, du régime Maduro* ».

On le découvrira quasi-immédiatement, aucun des Vénézuéliens – 252 au total – expédiés et mis au secret dans les geôles du CECOT n'appartient à ce gang qui, soudain, se retrouve au cœur de l'actualité [4].

De l'instrumentalisation des migrants vénézuéliens : plus on les dénonce, plus on les transforme en « dangers publics », plus on peut mobiliser les braves gens et les bons sentiments contre « le dictateur » Maduro.



« Avis aux étrangers de nationalités ennemies » (1942)

Le Train d'Aragua

Il n'y a pas si longtemps, le Train d'Aragua (TdA) était totalement inconnu hors du Venezuela. Surgi localement dans les années 2010, pratiquant l'extorsion, le proxénétisme, la traite d'êtres humains, l'activité minière illégale, le vol et les enlèvements, le gang prit en outre littéralement le contrôle de ce qui allait devenir son bastion, la prison de Tocarón. Un coup fatal lui fut porté quand, d'une part, furent arrêtés nombre de ses leaders et que, d'autre part, en septembre 2023, menée par un vigoureux dispositif policier, l'Opération de libération Cacique Guaicaipuro rétablit l'autorité de l'Etat sur l'établissement pénitencier. Dernier fait d'arme notable, le principal chef du TdA, Héctor Guerrero, s'échappa juste avant ce moment décisif. D'autres prisons ayant également été récupérée par l'Etat – Yaracuy, Trujillo, Tocuyito –, l'organisation en tant que telle se trouva alors définitivement désarticulée.

Pour autant, toute sa piétaille n'avait pas été détenue. Suivant le flot de la migration vénézuélienne, nombre de ses ex-membres se sont déplacés au fil des années vers les pays de la région (Colombie, Pérou, Equateur, Chili, etc.) et (très peu) vers les Etats-Unis. Individuellement ou en cellules limitées et localisées, ils y ont repris leurs activités délictueuses, mais sans être en rien comparables aux grands cartels structurés, hiérarchisés et répondant aux directives de commandements centralisés.

Cette nébuleuse sans liens organiques cesse néanmoins d'en être une quand, en 2023, « pour les besoins de la cause », l'Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP ; un regroupement de journalistes dits « d'investigation »), Insight Crime, CNN, Telemundo et The Economist entreprennent d'en faire une « organisation criminelle transnationale » liée au gouvernement bolivarien. Le 5 décembre 2024, la Heritage Foundation enfonce le clou en publiant un rapport de Joseph Humire, directeur du Center for a Secure Free Society (SFS), un *think tank* conservateur lié à la droite extrême des Etats-Unis. Fusionnant un flot d'informations partielles en un méli-mélo frénétique, Humire avance des arguments aussi ahurissants que : « *Parce qu'il est lié au gouvernement vénézuélien, le TdA a des ciments socialistes* » [5]. Totalement inféodé à Trump, le directeur nommé par celui-ci à la tête du FBI, Kash Patel, va reprendre à son compte et servir sur un plateau à son « boss » ces divers éléments. Tout ce qu'il y a de cynique en Trump grogne de satisfaction.

Dans certaines circonstances, et généralement hors de France, les médias produisent de l'information. C'est en effet le New York Times qui rend public un rapport daté du 7 avril 2025, signé par le Conseil national du renseignement (NIC) [6]. De la CIA à l'Agence de sécurité nationale (NSA) ce dernier regroupe dix-huit organismes – pas un de moins ! – chargés aux Etats-Unis de la surveillance du crime organisé. Titré « *Venezuela : Examining Regime Ties to Tren de Aragua* » (Venezuela : en examinant les liens du régime avec le Train d'Aragua) le rapport dément d'abord toute « *invasion orchestrée* » puis met à bas la théorie du complot chère à Trump. S'il note en effet que « *des fonctionnaires [vénézuéliens] de bas et moyen niveau en tirent probablement*

des gains illicites », le document assure que « le régime de Maduro n'a probablement pas pour politique de coopérer avec TdA et ne dirige pas les mouvements et les opérations de TdA aux Etats-Unis ».

Approved for release by ODNI on 5/5/2025, Case No. DF-2025-00379

(b)(3)



NATIONAL INTELLIGENCE COUNCIL

SENSE OF THE COMMUNITY MEMORANDUM

7 April 2025 SOCM 2025-11374

(b)(3) Venezuela: Examining Regime Ties to Tren de Aragua

(b)(3) Tren de Aragua (TDA) is a transnational gang based in Venezuela that has spread to at least seven South America and Caribbean countries, operating in loosely-organized cells of localized, individual criminal networks. TDA leaders have historically been located and broadly benefitted from various permissive conditions and incapacities in Venezuela. They probably communicate to varying degrees with some TDA cells in other countries, although other cells probably operate and coordinate amongst themselves independently, judging from DHS reporting.

(b)(1), (b)(3) Some self-described TDA criminal entities or individuals lack direct ties to TDA leadership but still use the TDA moniker for reputational benefits, complicating the IC's ability to identify and track authentic group members and networks.

- (b)(3) TDA formed around 2007 in the Tocarón Prison located in Aragua State, Venezuela, which served as its initial base of operations. The group's senior founders and probable core leaders are Hector Guerrero Flores, a.k.a. Nino Guerrero or El Nino, Yohan Jose Romero a.k.a. Johan Petrica, and Larry Alvarez Nunez, a.k.a. Larry Changa. Alvarez Nunez is in Colombian custody.

14 mars 2025 (second mandat). Non dans la clandestinité (comme le rabâchent les copier-coller journalistiques) mais installée dans les locaux de l'ambassade des Etats-Unis, parfaitement respectée bien que Caracas ait rompu les relations diplomatiques avec Washington (on n'est pas à Quito chez le président néolibéral Daniel Noboa [7] !), la Reine du X (version Elon Musk) María Corina Machado fait chorus avec Donald Trump pour stigmatiser ses compatriotes – à commencer par ceux qu'on a pu voir sur des photos provenant du Salvador, entravés, crânes rasés, humiliés et à genoux : « *Le Venezuela est le centre criminel des Amériques ; le "hub" du crime.* »





Migrants vénézuéliens séquestrés dans le « Centre de détention pour terroristes » (CECOT).

18 juillet 2025 (second mandat). L'euphorie règne à Caracas après l'atterrissage de deux avions ramenant de l'enfer salvadorien les 252 Vénézuéliens séquestrés par Trump et Bukele. Au moment de leur libération, le maton Bukele a craché sur X : *« Aujourd'hui, nous avons remis tous les citoyens vénézuéliens détenus dans notre pays, accusés d'appartenir à l'organisation criminelle Tren de Aragua. Beaucoup d'entre eux font face à de multiples accusations pour meurtre, vol, viol et autres crimes. »* Après examen de l'identité des rapatriés, le ministre de l'Intérieur vénézuélien Diosdado Cabello informera que seuls sept d'entre eux peuvent être considérés comme des délinquants, fichés qu'ils sont pour avoir commis des délits graves au Venezuela [8].

Depuis la déportation de ses compatriotes, le gouvernement vénézuélien, faisant de leur cas une cause nationale, appuyée par la population, n'a eu de cesse d'agir par la dénonciation, mais aussi la négociation. Le libération a lieu sous forme d'un échange, Caracas libérant en retour dix citoyens américains (dont un franco-américain) détenus pour des délits et des crimes divers liés à la sécurité nationale (à une ou deux exceptions près). Plusieurs dizaines de Vénézuéliens détenus pour des délits à caractère politique sont également élargis. Parmi le groupe des « yankees » qu'on peut voir dans leur avion de retour, souriants et brandissant des bannières étoilées, figure Dahud Hanid Ortiz, ex-marine condamné à trente ans de prison pour un triple assassinat commis en Espagne en 2016. Reconnaisant, Rubio a immédiatement remercié Bukele « *d'avoir aidé à obtenir un accord pour la libération de tous nos détenus américains* » [9].

22 mars 2020 (premier mandat). En pleine pandémie de Coronavirus, William Barr, l'ex-avocat de Trump devenu ministre de la Justice, provoque un coup de tonnerre dans un ciel déjà pas si serein : l'accusant de « *narco-terrorisme* », il inculpe le président du Venezuela Nicolás Maduro et met sa tête à prix 15 millions de dollars.

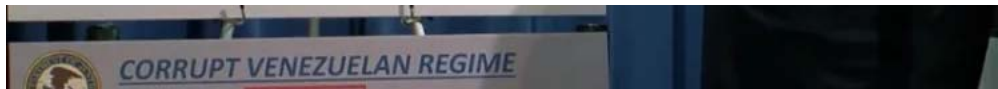
Contrairement aux apparences, nul ne pourrait prétendre que les scénaristes du feuilleton « USA vs Venezuela » innoveraient à cette occasion.

À la fin des années 1980, Barr occupait la fonction de procureur général adjoint du Bureau des conseillers juridiques (OLC). Une officine au service des agences exécutives et du président. Le locataire de la Maison Blanche, George H. W. Bush, voulait alors se débarrasser d'un chef d'Etat qui l'ennuyait. Le général Manuel Antonio Noriega, seigneur et maître du Panama. Un truand de première, lui, lié aux « *narcos* » colombiens et longtemps collaborateur de la CIA. Devenu indiscipliné, le général refusait de participer à la déstabilisation du Nicaragua sandiniste. En omettant sciemment des réfutations légales importantes dans l'avis consultatif qu'il remit au Congrès, Barr justifia et permit l'intervention militaire qui allait suivre. Au prix de 4 000 morts panaméens, l'opération menée par 58 000 soldats étatsuniens en décembre 1989 permit l'arrestation du « *narco-dictateur* » Noriega par la Drug Enforcement Administration (DEA). Cette invasion du Panama n'en fut pas moins condamnée par l'Assemblée générale des Nations unies qui dénonça « *un viol flagrant du droit international* ».

Ce 22 mars 2020, bien peu se souviennent de cet épisode lorsque Barr, à la demande de Trump, refait un numéro recherchant le même objectif. Selon le Département de la Justice, précise à ses côtés le procureur Geoffrey S. Berman, Maduro a établi un « *partenariat de narco-terrorisme avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie [FARC] au cours des vingt dernières années* » et, après avoir été l'une des « *têtes* » du Cartel des Soleils, en est désormais le seul « *leader* » avec pour objectif, « *aujourd'hui comme hier* », d'« *inonder les Etats-Unis de cocaïne* » [10]. La récompense offerte pour toute information permettant sa capture est supérieure à celle promise dans les années 1990 pour Pablo Escobar (10 millions de dollars) ou, plus récemment, pour Joaquín « *el Chapo* » Guzmán (8,5 millions de dollars).

Comme va le faire le Train d'Aragua pendant le second mandat de Trump, le Cartel des Soleils, « *un gang de généraux né sous la présidence d'Hugo Chávez* » contribue soudain à fabriquer l'image du pouvoir vénézuélien dont ont besoin ceux qu'intéressent beaucoup moins « *la démocratie* » que le pétrole, l'or, le coltan et toutes les ressources dont regorge le sous-sol du pays.





William Barr, 22 mars 2020.

Le Cartel des Soleils

Les « soleils » dont il est question sont les insignes d'épaules que portent les généraux des Forces armées vénézuéliennes (quatre pour le général en chef). C'est en 1993, bien avant la présidence de Chávez, que le supposé « cartel » qui va porter leur nom fait son apparition à l'occasion de l'inculpation de deux généraux de la Garde nationale – le chef de la lutte anti-narcotiques Ramón Guillén Dávila et son successeur Orlando Hernández Villegas – pour trafic de stupéfiants. La formule réapparaît de temps en temps, dans les années 2000, au gré de l'implication de militaires pris la main dans la « blanche ». Il faut toutefois attendre 2015 pour la voir s'installer en force dans le paysage médiatique. Il s'agit alors de diaboliser le successeur de Chávez, Nicolas Maduro, dont on commence à deviner des capacités de résistance qu'on n'avait pas imaginées jusque-là.

Le premier des exécuteurs des basses œuvres s'appelle Emili Blasco, journaliste, correspondant à Washington de l'ultra-conservateur quotidien espagnol *ABC*. S'appuyant sur des « sources proches » du Ministère public du district de New-York, il cible temporairement et en premier lieu le « numéro deux du régime » Diosdado Cabello. Il ne faut attendre que quelques semaines pour que *The New York Times*, et *The Wall Street Journal* aux Etats-Unis, puis *El País* à nouveau en Espagne, relaient (en l'avouant plus ou moins) les « filtrations d'agents de la DEA » arrivées de manière impromptue sur les bureaux de leurs « journalistes d'investigation ». Quotidiens, gazettes, JT et bulletins d'information du « monde libre », comme de bien entendu, s'emparent de ces ragots. Leurs infos sont à cent pour cent fiables (mais leurs sources, et chacun peut le comprendre, ne peuvent être dévoilées !).

Autres sources, non anonymes, celles-là : en 2012, l'Organisation des Etats américains (OEA), dirigée alors par le chilien José Miguel Insulza, estima que près de 70 % de la « coke » sortant de Colombie le faisait à travers l'Océan Pacifique (sur lequel le Venezuela n'a aucun débouché), 20 % à travers l'Atlantique et 10 %, enfin, *via* le Venezuela. En sept années, la situation aurait-elle changé du tout au tout ? On peut plus que légitimement en douter. Le « Rapport 2019 » de l'Office des Nations unies contre la drogue et le délit (ONUDC) n'évoque à ce moment le Venezuela dans aucune de ses pages [11]. Le 11 mars 2020, onze jours avant le « show » de Barr, le Bureau de Washington pour les affaires latino-américaines (WOLA) se montre plus précis. S'appuyant sur les chiffres de la Base de données antidrogues consolidée inter-agences (CCDB en anglais), l'organisme officiel le plus compétent en la matière aux Etats-Unis, il confirme les chiffres de 2012 : 84 % de la drogue produite dans le pays d'Álvaro Uribe, Juan Manuel Santos et à ce moment Iván Duque passent par le Pacifique (que bordent la Colombie, l'Equateur et le Pérou), 9 % empruntent la voie de la Caraïbe occidentale (l'Amérique centrale) et seulement 7 % la Caraïbe orientale (le Venezuela) [12]. Le « Cartel des Soleils » ? Jamais entendu parler.



Campagne du Wall Street Journal contre le dirigeant du « Cartel des Soleils » Diosdado Cabello (2015).

1er avril 2020 (premier mandat). Flanké du secrétaire à la Défense Mike Esper et du chef d'état-major, le général Mark Milley, Trump reçoit dans le Bureau Oval. La veille, le secrétaire d'Etat (ex-directeur de la CIA) Mike Pompeo et le Représentant spécial des Etats-Unis pour le Venezuela, Elliott Abrams, ont rendu public un « Plan américain pour un gouvernement de transition au Venezuela ». Comme il se doit, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell l'a accueilli positivement. Une semaine après que Maduro se soit vu affubler d'un « Wanted » par les « cow-boys » du XXIe siècle, tout le monde est d'accord : il

doit tomber.

Donald Trump et ses acolytes, donc. En substance : « *Nous allons lancer une opération anti-narcotique élargie dans l'Hémisphère occidental pour protéger le peuple américain du fléau mortel des stupéfiants illégaux. Nous ne devons pas permettre aux cartels de la drogue d'exploiter la pandémie pour menacer la vie des Américains.* » Un déploiement de forces navales est annoncé... au large du Venezuela.

De fait, le destroyer « USS Kidd », l'un des fleurons de l'US Navy, manœuvre bientôt en compagnie de la frégate légère « USS Detroit ». Le « Kidd » : plus de quatre-vingt-dix missiles, des torpilles triples, des obus Tomahawk. Assistés par les spécialistes de la Joint Interagency Task Force South, les hélicos MH-60 Seahawk de transport de troupes peuvent en décoller. Dix navires garde-côtes filent dans les vagues en leur compagnie. Entre soldats et marins, un millier d'hommes participent à l'opération. Il s'agit du plus grand déploiement militaire étatsunien dans la Caraïbe depuis l'invasion du Panamá.

Le sénateur Marco Rubio s'esbaudit : « *Si je venais d'être inculpé pour narcotrafic, avec une récompense de 15 millions de dollars pour ma capture, le Commandement Sud [de l'Armée des Etats-Unis] réalisant une opération antidroque près de mes côtes avec un groupe de destroyers, des [avions espions] Awacs, une brigade de l'armée et des agents des opérations spéciales, je ne me sentirais pas très tranquille...* »

« *Toutes les options sont sur la table* », a mille fois répété Trump. On évoque de plus en plus ouvertement une intervention militaire sur le sol vénézuélien. Si l'on excepte Maduro et son « pueblo bolivariano », personne ne va troubler le silence jusqu'au moment où, à Bogotá, le sénateur de gauche et futur candidat présidentiel Gustavo Petro ne croie bon de poser la question qui tue : « *Si la plus grosse partie de la cocaïne sort par le Pacifique, de la Colombie au Guatemala, pourquoi les navires américains se dirigent-ils vers la côte du Venezuela ?* »



3 mai 2020 (premier mandat). Tandis que la flotte US fait des ronds dans l'eau, le débarquement d'un peloton d'hommes armés en provenance de la Guajira colombienne est mis en échec, au petit matin, sur la côte vénézuélienne, à Macuto. Le lendemain, à Chuao, toujours sur la côte, une autre tentative d'infiltration tourne court après que la population organisée, en alerte, ait prévenue les forces de sécurité. Dirigée depuis Miami par l'américain Jordan Goudreau, un vétéran d'Afghanistan directeur de la SilverCorp USA, une entreprise de conseil en sécurité, longuement préparée en Colombie sous la protection du gouvernement d'Iván Duque, l'Opération Gédéon vient d'échouer. Deux mercenaires étatsuniens membres de SilverCorp, qui encadraient les assaillants, Luke Denman et Airan Berry, figurent parmi les cinquante-deux prisonniers [13].

Toujours perspicace, l'immense majorité des « observateurs » va traiter cette affaire d'« opération de Pieds nickelés ». En réalité, elle ne doit rien à l'improvisation : le 16 octobre 2019, un contrat (44 pages) de 212,9 millions de dollars a été signé entre le président autoproclamé Juan Guaido et Jordan Goudreau afin que celui-ci planifie et exécute une opération permettant de « *capturer, arrêter ou éliminer Nicolás Maduro* ». Puis en finisse avec le régime.

Des déclarations ultérieures tant de Goudreau, à Miami, que des détenus au Venezuela – dont Denman et Berry – il ressortira qu'au moment de l'expédition, tous ont agi sans hésiter, persuadés qu'on ne pourrait rien leur reprocher : ils intervenaient sur demande d'un « *président légitime* » (Guaido), « *internationalement reconnu* » ; le gouvernement des Etats-Unis ayant lancé un mandat d'arrêt contre Maduro, ils ne se livraient qu'à une légitime et légale « *action de police internationale* » ; une fois établie cette tête de pont et Maduro mis hors circuit, les forces armées US présentes au large pourraient accourir en renfort pour rétablir la paix – une mission par définition « *humanitaire* » – en cas de troubles et d'affrontements dus aux réactions violentes des partisans du « *président déchu* ».

Qu'on se souvienne de cette logique, il n'est pas impossible qu'on la retrouve bientôt.



Jordan Goudreau



Luke Denman et Airan Berry

31 juillet 2024 (à la veille du second mandat). Jordan Goudreau est arrêté à New York (puis placé sous bracelet électronique). Pour mercenariat ? Que non pas. Une accusation fédérale émise à Tampa (Floride) l'accuse simplement d'avoir violé les lois américaines sur le contrôle des armes à feu en expédiant vers la Colombie les équipements militaires qui ont été utilisés au cours de l'Opération Gédéon. Il lui aurait fallu une « autorisation spéciale ». Hasard du calendrier, c'est le même jour qu'un de ses collègues, Erik Prince, annonce sur X : si la récompense pour la tête de Maduro (et de Diosdado Cabello) est portée à 100 millions de dollars, « *vous n'avez qu'à vous asseoir et attendre qu'opère la magie* ».

Prince : fondateur de Blackwater, la sulfureuse Compagnie militaire privée (CMP) de 20 000 hommes qui, sous la présidence de George W. Bush, servit de force supplétive en Irak et en Afghanistan. La fructueuse aventure se termina sur un scandale après que, en 2007, le massacre à Bagdad de dix-sept civils irakiens ait donné lieu à l'accusation de crime de guerre [14]. Rebaptisée Academy, la firme fut vendue en 2010 par Prince, qui se concentre désormais sur le développement de Vectus Global, créée « *pour l'action* » (et les besognes hautement lucratives) en 2001.

7 août 2024 (à la veille du second mandat). L'ex-président Iván Duque, l'homme qui, torpillant les accords de paix signés en 2016 par l'Etat colombien et la guérilla des FARC, a rejeté son pays dans le chaos, estime qu'« *il existe des preuves suffisantes* » pour que la communauté internationale et les Etats-Unis « *multiplient par quatre la prime offerte pour la capture de Maduro et l'amènent devant la justice pour les crimes commis contre son peuple* ».

19 septembre 2024 (à la veille du second mandat). Deux sénateurs républicains de Floride, Rick Scott et... Marco Rubio, déposent un projet de loi, intitulé « Stop Maduro » pour augmenter de 15 à 100 millions de dollars la récompense offerte pour la tête du chef de l'Etat vénézuélien.

10 Janvier 2025 (second mandat). « *Make America Great Again* » : sans que nul n'y prête grande attention, la prime offerte pour Maduro passe de 15 millions à 25 millions de dollars.

1er mai 2025 (second mandat). Depuis un mois, le Conseiller à la sécurité nationale (CSN) de la Maison Blanche, Mike Waltz,

est sur un siège éjectable. Dans une boucle de discussion sur la messagerie Signal, il a partagé par erreur avec Jeffrey Goldberg, le rédacteur en chef de *The Atlantic*, des informations confidentielles sur des frappes militaires au Yémen. Après avoir viré cet incompetent, qu'il avait choisi avec le plus grand soin, Trump confie sa fonction au secrétaire d'Etat Marco Rubio. Coordonnant toutes les agences de la Défense et de la Sécurité des Etats-Unis, le Conseiller à la sécurité nationale influence très fortement sur les décisions stratégiques prises par le Bureau ovale. En cumulant ces deux postes – CSN et ministre des Affaires étrangères – Rubio « le fanatique » bénéficie dès lors d'une capacité d'action sans précédent.

30 mai 2020 (premier mandat). « La politique de Nicolás Maduro au Venezuela compromet la sécurité internationale et la paix dans le monde déclare Yossi Cohen, le directeur du Mossad israélien. Lors d'un appel téléphonique avec la directrice de la CIA, Gina Haspel, j'ai répondu à la demande de la CIA d'une éventuelle collaboration pour éliminer Nicolás Maduro et les membres clés de son cabinet de la scène politique vénézuélienne (...) Je suis sûr que tous les analystes et les personnalités politiques seront d'accord avec cette opération nécessaire et douloureuse. Nous disposons d'installations et de capacités uniques en Amérique du Sud, en particulier en Colombie, et même à Caracas, qui peuvent fonctionner rapidement. [15] »

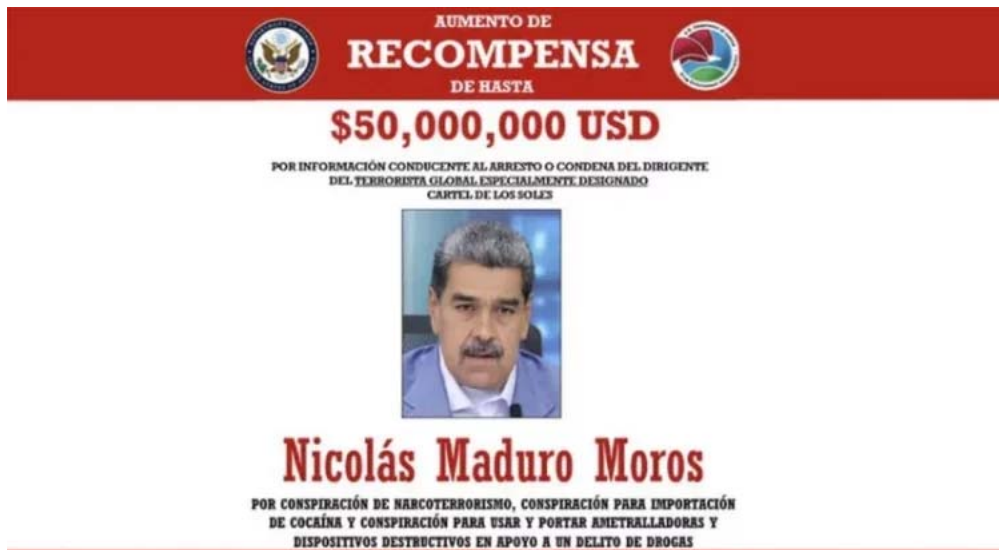
21 juillet 2020 (premier mandat). Vente Venezuela, le parti de María Corina Machado, et le Likoud de Benjamin Netanyahu signent un accord de coopération en matière de « questions politiques, idéologiques et sociales », ainsi que sur les thèmes en lien avec « la stratégie, la géopolitique et la sécurité (...) ».

18 juin 2025 (second mandat). Dans une interview au journaliste d'opposition Napoleón Bravo, la Reine du X (version Elon Musk) María Corina Machado continue à jouer sa partition : « Qui est le grand allié de Poutine en Amérique latine ? Nicolás Maduro. Qui est le grand allié du régime iranien en Amérique latine ? Nicolás Maduro. Le Venezuela est le seul pays de l'hémisphère occidental, avec les Etats-Unis, qui a la capacité de construire des drones de combat, évidemment d'origine iranienne (...) Le Venezuela n'est qu'à quelques heures de la Floride, pas aussi loin que Téhéran. »



María Corina Machado sur Fox News : « Le président Trump n'est pas en train de plaisanter... »

7 août 2025 (second mandat). Interdiction de rire. Le scénariste et ses acolytes ne se fatiguent guère pour se renouveler. La ministre de la Justice Pamela Bondi annonce que la récompense pour quiconque permettra de capturer Nicolás Maduro passe à 50 millions de dollars, ce « président illégitime » utilisant « des organisations terroristes » comme le Train d'Aragua, le Cartel des Soleils et même – c'est nouveau, ça vient de sortir, c'est de plus en plus extravagant ! – celui (mexicain) de Sinaloa « pour introduire des drogues létales et la violence aux Etats-Unis ». La prime, cette fois, est supérieure à celle offerte en son temps pour Osama ben-Laden, le leader d'Al-Qaeda.

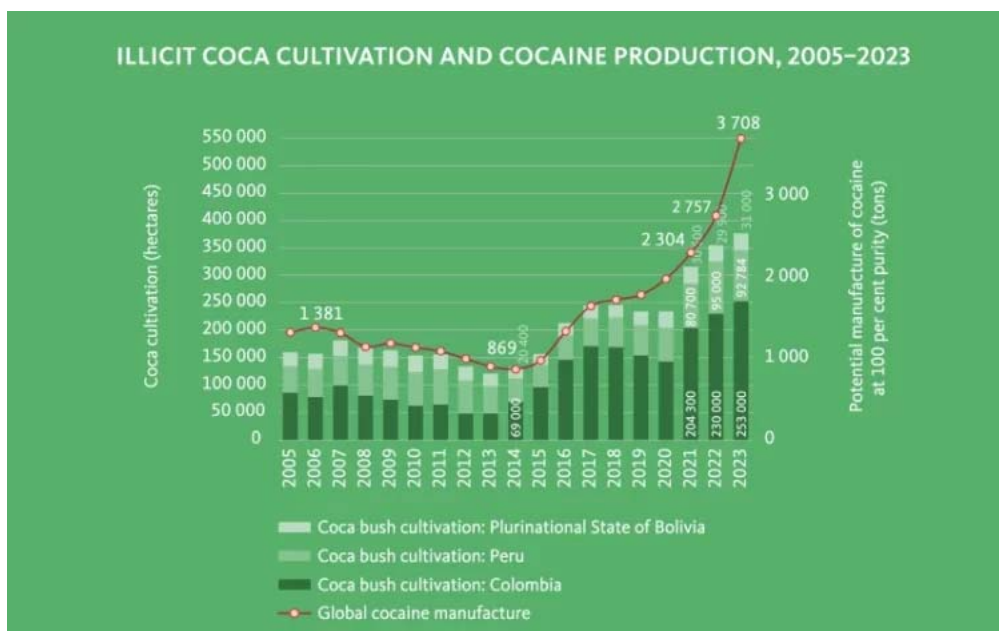




On pourrait reprendre à la virgule près les arguments développés lors de l'opération d'intoxication mise en œuvre durant le premier mandat. Un simple examen du « World Drug Report 2025 » (« Rapport mondial sur les drogues 2025 ») de l'ONUDC confirme que le territoire vénézuélien est libre de cultures illicites et que son rôle dans l'acheminement de la cocaïne vers la Caraïbe, les Etats-Unis et l'Europe demeure tout à fait marginal, eu égard à celui des pays andins [16]. A plus de 80 % la cocaïne continue à sortir par les côtes du Pacifique. Le sulfureux « Cartel des Soleils » n'apparaît nulle part dans les 106 pages du document.

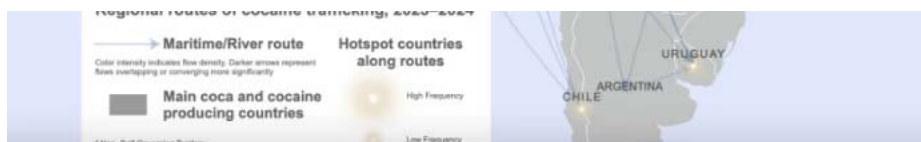
Le compte rendu annuel de l'Union européenne – « European Drug Report 2025 : Trends and Developments » [17] – ne se montre pas plus préoccupé par le Venezuela. En revanche, s'il est un pays qui, outre la Colombie, occupe une place de choix en matière de citations, c'est l'Equateur. Bien que la Commission européenne, dans une communication au Parlement européen, se soit alarmée de ce que le port de Guayaquil est devenu le plus important « hub » d'exportation de cocaïne vers le vieux continent, via les containers de bananes (dont la famille Noboa est la principale exportatrice), le président Daniel Noboa, pro-américain notoire, n'est guère interpellé par qui que ce soit [18].

Dans un article retentissant (sur les réseaux sociaux, pas dans les « grands » médias), le sociologue et ex-directeur de l'ONUDC, l'italien Pino Arlacchi, spécialiste reconnu pour ses études et ses essais sur la mafia, dénonce « le narratif délirant de Trump faisant du Venezuela un narco-Etat ». Après avoir qualifié le Cartel des Soleils de « fiction hollywoodienne », il conclura : « Le véritable délit est commis par le président étatsunien Donald Trump » quand il propage « des calomnies systématiques contre un Etat souverain afin de s'approprier ses ressources pétrolières [19]. »



Cultures de coca et production de cocaïne 2005-2023 : Colombie, Pérou, Bolivie (« World Drug Report 2025 » ; ONUDC).





Routes de la cocaïne par voir maritime 2023-2024 (« World Drug Report 2025 » ; ONUDC).

12 août 2025 (second mandat). Aussi prévisible que la nuit survenant après le crépuscule, Marco Rubio laisse entrevoir la suite des événements : « *Il faudra plus qu'une prime* » pour en finir avec Maduro. « *Il faut les [Maduro et quatorze de ses proches ou dirigeants] traiter pour ce qu'ils sont, ce n'est pas un gouvernement, ni même une dictature en soi, c'est un cartel de la drogue. C'est un régime narcoterroriste qui s'est emparé du territoire vénézuélien.* » Il se trouve que, d'après le *New York Times* du 8 août dans un article non démenti depuis, Trump a signé plus ou moins secrètement un ordre exécutif autorisant le Pentagone à utiliser la force militaire contre les cartels de la drogue latino-américains, requalifiés en « organisations terroristes étrangères », comme le furent Al-Qaida puis Daech en d'autres temps. Outre le Train d'Aragua et le Cartel des Soleils, figurent sur cette liste la Mara Salvatrucha (MS-13) salvadorienne, six gangs et cartels basés au Mexique, auxquels s'ajouteront bientôt, avec l'assentiment du président Noboa, les gangs équatoriens Los Choneros et Los Lobos. Il existe donc désormais, vu depuis Washington et au mépris du droit international, une base officielle pour mener des opérations militaires sur le territoire de pays souverains.

14 août 2025 (second mandat). Aussi prévisible que l'aube survenant après la nuit, le groupe amphibie Iwo Jima (ARG) et la 22e unité expéditionnaire des Marines (MEU) quittent la base navale de Norfolk et se dirigent vers le sud des Caraïbes. La force comprend plus de 4 500 marins et « marines » répartis sur trois bâtiments : le navire d'assaut amphibie « USS Iwo Jima » et les navires de transport amphibie « USS San Antonio » et « USS Fort Lauderdale ». Un temps retardée par l'ouragan Erin, la flottille repartira se positionner dans les eaux internationales, face aux côtes du Venezuela. Depuis son arrivée sur zone, des moyens militaires supplémentaires ont été déployés – plusieurs avions de patrouille maritime P-8, les destroyers « USS Gravely », « USS Jason Dunham » et « USS Sampson », un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire, l'« USS Newport ». Dix avions de combat furtifs F-35 ont de plus été envoyés à Porto Rico. Un marteau pilon pour neutraliser des fourmis ? D'après l'agence Reuters, les moyens navals « *peuvent être utilisés non seulement pour mener des opérations de renseignement et de surveillance, mais aussi comme rampe de lancement pour des frappes ciblées si l'ordre en est donné* [20]. »



22 août 2025 (second mandat). Dans le cadre d'une enquête sur la gestion de documents classifiés, le FBI a perquisitionné le domicile de John Bolton, l'ex-Conseiller à la sécurité nationale de Trump, pendant dix-sept mois, en 2018 et 2019. Bolton ayant démissionné à la suite de désaccords, les relations entre les deux hommes se sont considérablement dégradées. La publication par Bolton de ses mémoires – *The Room Where It Happened* [21] – a exacerbé les tensions. Dès son retour au pouvoir, en janvier 2025, Trump a signé un décret exécutif accusant son ex-conseiller d'avoir révélé « *des informations sensibles du temps où il était* » à la Maison Blanche. Parmi celles-ci, sans doute, la présentation par Bolton de son ancien patron comme « *erratique* » et « *inapte* » à diriger la première puissance mondiale. Selon Bolton, en outre, Trump aurait réellement envisagé d'utiliser la force militaire contre Caracas et affirmé : « *Envahir le Venezuela serait quelque chose de cool* », avant d'ajouter que ce pays « *faisait déjà partie des Etats-Unis.* »

En guise de conclusion (provisoire). L'accroissement de la pression de Washington sur la République bolivarienne inquiète à juste titre dans la région. Le 1er septembre, alors que la Colombie avait convoqué une réunion virtuelle de la Communauté des Etats latino-américains et Caraïbes (CELAC), dont elle assure la présidence *pro tempore*, la ministre des Affaires étrangères du pays amphitryon, Rosa Villavicencio, a rappelé que l'organisme plaide pour « *la nécessité de maintenir l'Amérique latine comme terre de paix, hors de toute intervention et dans le strict respect des déclarations des Nations unies, du maintien de la paix et de la souveraineté des pays.* » Car la question se pose : est-on à la veille d'une intervention militaire US, dans le plus pur style de l'opération « Juste Cause » menée en 1989 au Panamá ?

Réponse cartésienne : l'issue du déploiement naval de 2020, au terme duquel, finalement, rien d'aussi tragique n'arriva, incite *a priori* à juger peu probable un débarquement de troupes US au Venezuela. Qu'on ne l'oublie pas : Trump est avant tout un maître dans l'art du bluff. D'après l'ex-secrétaire d'Etat à la Défense Mark Esper (2019-2020), limogé sans cérémonie après seize mois à la tête du Pentagone, toutes les décisions prises par Trump l'étaient à l'époque dans l'optique de sa réélection [22]. Si, s'agissant

de la République bolivarienne, il n'écarta jamais l'option militaire – appétit non dissimulé pour le pétrole oblige –, il déchantait très vite en constatant l'incurie de Guaido et des siens. Il n'est pas impossible non plus, si l'on en croit James Story, l'ex-ambassadeur américain « au Venezuela » (fonction qu'il exerça depuis... Bogotá, les relations diplomatiques étant rompues), que Trump ait été influencé par le président russe Vladimir Poutine : ce dernier lui aurait soufflé que Guaido était « *le Hilary Clinton local* » ou même le « *Beto O'Rourke du Venezuela* » (un démocrate du Texas, à la dégaine grande et mince rappelant celle de Guaido) [23]. Même en mettant ces « révélations » au conditionnel, on estimera que Trump, indépendamment de ses rodomontades, pouvait être conscient de ce que le déclenchement d'une intervention militaire poussée jusque dans ses extrêmes conséquences s'avérerait très risquée.

Toutefois, réélection oblige, le locataire du Bureau ovale devait à tout prix se conserver les bonnes grâces de la Floride et de ses « énervés », au premier rang desquels... le sénateur Marco Rubio. En montrant les dents de façon spectaculaire, sur un temps limité, la gesticulation navale face aux côtes vénézuéliennes eut cette fonction. Elle pouvait même, éventuellement, faire d'une pierre deux coups. Par son caractère menaçant, elle était susceptible de pousser certains éléments des forces armées vénézuéliennes à un « *pronunciamiento* » – objectif depuis toujours recherché. Enfin, et bien que pas forcément conçue pour cela, elle eut également pu servir d'appui à l'exfiltration de Maduro si l'opération Gédéon avait atteint son principal objectif ; et débarquer en urgence pour « rétablir la paix » si les acteurs de Gédéon avaient provoqué désordres et confusion.

Malgré l'appui de la Floride, Trump perdit la présidentielle et, si l'on excepte la prise du Capitole, on en resta là.

Cinq années plus tard, deux tendances s'affrontent toujours à Washington s'agissant du Venezuela. L'une, belliqueuse, portée par Rubio. L'autre, plus souple, représentée par l'émissaire spécial Richard Grenell, qui, lui aussi nommé par Trump, négocie régulièrement avec Caracas. Soucieux de défendre les intérêts pétroliers des Etats-Unis, soumis à la pression de certains lobbys dont il peut partager les vues, Trump a favorisé le courant pragmatique en autorisant en juillet la multinationale Chevron à reprendre ses opérations au Venezuela. Offrant de fait un ballon d'oxygène financier à la République bolivarienne. Pour la plus grande fureur des radicaux. Le déploiement de troupes dans la mer des Caraïbes a sans doute comme fonction, comme en 2020, de leur donner des gages pour calmer leurs protestations.

Objectif secondaire, cette manœuvre spectaculaire a l'avantage de renforcer la « diabolisation » de Maduro – la répétition médiatique (et dépourvue de critiques) des termes « narco-dictateur », « Cartels des Soleils », « Train d'Aragua », « lutte contre le narcotrafic », etc., finissant par modeler l'opinion ; de tenter, une fois de plus, de pousser à la dissidence des hauts gradés vénézuéliens, en jouant qui plus est sur la carotte (50 millions de dollars) et le bâton (les sanctions individuelles) ; enfin, d'envoyer un clair signal de puissance à toute une région déjà mise sous pression par la grande comédie des droits de douane et la chasse aux migrants.

De là à faire débarquer les « *marines* » sur la côte vénézuélienne, il y a, pour tout esprit un tant soit peu cohérent, plus qu'un pas. On n'attaque pas le Venezuela avec un débarquement de 4 000 hommes ! Il en a fallu plus de 50 000, en 1989 au Panamá.

Seulement, et en mode tout aussi réaliste, on peut considérer que, compte tenu du contexte, à tout moment, volontairement ou non, la situation peut déraiper. Si l'on excepte la volonté de disposer ou de s'emparer de son pétrole, nul ne sait ce que veut Trump à propos du Venezuela – peut-être lui même ne le sait-il pas. Le côté impulsif du personnage peut le faire basculer d'un côté ou de l'autre, au gré des événements. Ne rêve-t-il pas du prix Nobel de la paix tout en rebaptisant son Département de la Défense « Département de la Guerre » ?

Lors de son premier mandat, et au-delà des apparences, il était entouré d'un certain nombre de collaborateurs relativement sensés, œuvrant plus ou moins discrètement, comme l'a raconté Mark Esper, pour le canaliser et freiner les plus hasardeuses de ses décisions. Ce mur de contention n'existe plus. Trump a repris la Maison Blanche beaucoup mieux préparé qu'il ne l'était la première fois, entouré d'une équipe de « fondamentalistes » et de « fous furieux » – incarnés au départ par Elon Musk, toujours représentés aujourd'hui par (entre autres) le vice-président J.D. Vance ou Marco Rubio. Or il y a dans la logique extrémiste de ces derniers, une claire volonté de destruction.

Au-delà des pures motivations politiques, 50 millions de dollars de récompense peuvent faire naître des vocations – en particulier au sein de l'univers du narco-para-militarisme colombien. Les deux types de motivations s'entremêlent à l'évidence dans les récentes opérations de déstabilisation qu'ont neutralisées les forces de sécurité vénézuéliennes. Le 7 août, avec l'arrestation de treize criminels liés à un projet d'attentat, à Caracas, sur la Place Venezuela. Devant être déclenchées par téléphone portable, les trois kilos de TNT interceptés *in extremis* devaient semer le chaos, le sang et la mort sur cette place emblématique et particulièrement fréquentée. Aucun répit avec la découverte d'un arsenal préoccupant par sa potentielle puissance destructrice dans un entrepôt de la ville de Maturín : cordeau détonant, charges explosives, détonateurs électriques et non électriques, charges creuses (semblables à celles utilisées pour attaquer les véhicules blindés), etc.

Dans le même temps, les vautours professionnels sont à l'affût. Erik Prince a le vent en poupe. On l'a vu, en 2024, organiser une opération de « *crowdfunding* » – « YaCasiVenezuela » – pour réunir 10 millions de dollars afin de « *restaurer la démocratie au Venezuela* » (jusqu'à preuve du contraire, les généreux donateurs ignorent ce qu'est devenu l'argent !). Présent dans les Emirats arabes unis et en Somalie depuis 2010, repéré en République démocratique du Congo, Prince vient de signer un accord de dix ans avec le gouvernement provisoire d'Haïti pour déployer 200 de ses mercenaires dans le pays ravagé par les gangs. Le président équatorien Noboa l'a engagé pour former et même se substituer aux forces de sécurité nationales. S'il n'a pas de contact direct avec Trump, Prince entretient des liens étroits avec le ministre de la Défense Pete Hegseth. Imaginer un tel personnage monter une opération pour s'emparer d'un « narco-dictateur », avec l'aval des Etats-Unis, n'a rien d'extravagant. Pour une substantielle poignée de dollars, on peut s'acheter bien des complicités.

Une provocation de l'un ou de l'autre des acteurs présents dans la boucle est susceptible à tout moment de servir d'étincelle. Le « faux positif » peut venir du Guyana, qu'un conflit territorial historique oppose au Venezuela [24]. Particulièrement hostile à

Caracas, le président Mohamed Irfaan Ali vient d'y être réélu. Lors de sa cérémonie d'investiture, le 7 septembre, la capitale Georgetown a été survolée par des avions militaires US en signe « *de solidarité avec le Guyana et de soutien permanent à sa souveraineté et à son intégrité territoriale* ». Une semaine avant le scrutin, Georgetown avait réactivé la tension en dénonçant bruyamment de supposés « *coups de feu* » tirés depuis le Venezuela sur un bateau guyanien transportant du matériel électoral – accusation fermement récusée depuis Caracas – et prise ostensiblement très au sérieux par Rubio.

Du 8 août 2017 au début des années 2020, quatorze pays latino-américains inféodés aux Etats-Unis ont été réunis au sein du Groupe de Lima « *dans le but de suivre et d'accompagner l'opposition vénézuélienne* » [25]. L'alliance s'est délitée lors de l'arrivée ou du retour de la gauche dans certains grands pays (Mexique, Argentine, Brésil, Colombie, etc.). Le 26 août de cette année, Rubio a fièrement informé Trump de ce que l'Argentine rejoignait la nouvelle « coalition internationale » (Equateur, Paraguay, Guyana, Trinidad y Tobago) appuyant la lutte des Etats-Unis contre « *le narcotrafic* » et « *le gouvernement de Nicolás Maduro* ». Le lucide président colombien Gustavo Petro peut bien déclarer que « *le Cartel des Soleils est aussi réel que les armes de destruction massives de l'Irak en d'autres temps* », la décision de réaffirmer l'Amérique latine comme zone de paix a certes été majoritaire lors de la dernière réunion de la CELAC, mais elle n'a été signée que par vingt-trois pays sur trente-trois.

A tous ses alliés et même aux autres, Trump, le 2 septembre, a de nouveau montré le « régime » vénézuélien du doigt (et d'un gros doigt) : « *Plus tôt ce matin, sur mes ordres, les forces militaires américaines ont mené un bombardement cinétique contre des narcoterroristes clairement identifiés du Train d'Aragá* », Le message était accompagné d'une vidéo peu déchiffrable de 30 secondes. Fournie au président par Rubio, elle montrait une embarcation « *transportant de la drogue* » détruite dans les eaux internationales, « *au large du Venezuela* », par une forte explosion. Onze « narcoterroristes » auraient été tués.



Destruction d'une embarcation de narcotrafiquants « au large du Venezuela » (Donald Trump ; Truth Social).

Niveau de crédibilité ? Le Pentagone n'apportant aucune preuve pour étayer ses affirmations, d'aucuns suspectent la vidéo d'avoir été créée par Intelligence artificielle. L'hypothèse d'une neutralisation réelle suscite autant sinon plus de questions. On écartera

d'emblée le mythe usé jusqu'à la corde du Train d'Aragua. Mais de quel endroit de la côte vénézuélienne serait partie la vedette ? Quelles sont les coordonnées du lieu où elle a été détruite ? Pourquoi ne pas l'avoir interceptée ? Depuis quand la lutte contre le narcotrafic consiste-t-elle à tuer les trafiquants plutôt qu'à les arrêter pour pouvoir les interroger ? Une action menaçante des onze « terroristes » contre la fragile flotte US a-t-elle obligé à cette frappe létale ? La vedette ayant coulé, qui peut assurer qu'elle transportait de la drogue ? Qu'il y avait onze passagers à bord – ce qui est beaucoup (d'une manière générale, les embarcations de trafiquants ne sont pas des navires de croisière !). L'identité des victimes et supposés délinquants est-elle connue ?

« *Information classée* », s'est contenté de répondre le secrétaire à la Défense Pete Hegseth. Même aux Etats-Unis, des juristes et des démocrates haussent les sourcils et parfois le ton devant ce qui n'est (ou ne serait) rien d'autre qu'une exécution extrajudiciaire de civils pour l'heure inconnus. « *L'attaque militaire américaine contre un présumé bateau chargé de drogues éveille de sérieuses préoccupations*, a déclaré Juan S. González, directeur du Conseil national de sécurité sous la présidence de Joe Biden et pas spécialement amoureux du Venezuela. *Détruire un bateau en mer, sans l'aborder ni procéder à des vérifications ouvre les portes à une tragédie.* »

L'incident a en tout cas remis au cœur de l'actualité le thème d'un « narco-Etat » vénézuélien. Préparant l'opinion internationale à comprendre et accepter, s'il devait survenir, et quelles qu'en soient les modalités, un dénouement musclé.



Marco Rubio et Javier Milei



Javier Milei et Daniel Noboa



Daniel Noboa Azin





Daniel Noboa et Erik Prince

Dès lors, on comprendra que ce ne sont pas les mesures prises par Caracas pour assurer sa sécurité qui alimentent « *la montée des tensions* » (expression très employée ces derniers temps). Il y a, dans cette affaire un agresseur et un agressé. Jusqu'à preuve du contraire, le Congrès américain n'a pas autorisé l'usage de la force militaire contre la République bolivarienne. Si le pilote de l'avion US a encore un cerveau plutôt que de la testostérone dans la tête, il doit savoir qu'une aventure de ce type n'aurait rien d'une promenade de santé. Du fait des agressions multiples endurées depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chávez, le Venezuela est le pays le plus armé d'Amérique latine, du fait de livraisons bien réelles de matériels de dernière génération par la Russie et à un degré moindre la Chine, de transfert de savoir-faire par l'Iran.

Qui plus est, la menace que font actuellement planer les Etats-Unis a eu des effets inverses à celui recherché : loin de fracturer le pays, elles ont contribué à un réflexe d'unité. Même la droite modérée réproouve l'attitude de Washington. Au cours de deux journées de « mobilisation civique », des cohortes de citoyens sont venus s'inscrire ou confirmer leur intégration au sein de la Milice bolivarienne. En cas de nécessité, ces centaines de milliers de miliciens viendraient s'ajouter aux quelques 125 000 militaires actuellement sous les drapeaux.

« *Si le Venezuela est attaqué, a déclaré le président Maduro, nous passerons à la lutte armée.* » Fidèle à la tradition pacifique du pays, il n'en a pas moins tendu une nouvelle fois la main à Trump, estimant qu'« *aucun des différends* » de la République bolivarienne avec les Etats-Unis « *ne justifie un conflit militaire* ». « *Le Venezuela a toujours été disposé à discuter, à dialoguer, mais nous exigeons du respect* », a-t-il ajouté. Vous avez dit « respect » ?

Le 3 septembre, conférence de presse tenue à Quito, au terme d'une visite de Rubio au président Noboa. Après avoir rappelé que, d'après l'ONU, seuls 5 % des stupéfiants transitent par le territoire vénézuélien quand 87 % le font par la route du Pacifique, un journaliste a interrogé le faucon étatsunien sur la pertinence de l'opération militaire qui, dans la Caraïbe, cible le Venezuela. « *Je me fiche de ce que disent les Nations Unies... je m'en fiche* », s'est contenté de répondre Rubio, très agacé.

Avec un tel individu aux manettes, il n'y a aucune raison d'être rassuré.





Milicianos

Maurice Lemoine

- [1] Lire « Les influenceurs politico-médiatiques du Grand Venezuela Circus » (10 octobre 2024) – <https://www.medelu.org/Les-influenceurs-politico-mediatiques-du-Grand-Venezuela-Circus>
- [2] Instructions données par le chef de l'exécutif pour prioriser l'action publique, les « ordres exécutifs » (ou décrets) ont force de loi sans passer par le Congrès.
- [3] Une Cour fédérale d'appel a bloqué cette mesure le 29 août 2025, avant qu'elle ne soit rétablie le 3 septembre.
- [4] Exemple parmi tant d'autres, le titre et la teneur de cet article publié sur le site de Radio France International (RFI), le 16 mars 2025 : « Plus de 200 membres du gang vénézuélien Tren de Aragua expulsés des États-Unis vers le Salvador ».
- [5] <https://misionverdad.com/venezuela/en-eeuu-vuelven-desmentir-el-vinculo-entre-el-tren-de-aragua-y-miraflores>
- [6] <https://www.nytimes.com/2025/05/05/us/trump-venezuela-gang-ties-spy-memo.html>
- [7] Le 5 avril 2024, violant la Convention de Vienne, des policiers équatoriens ont fait intrusion dans l'ambassade du Mexique à Quito pour arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas qui s'y était réfugié et sollicitait l'asile politique.
- [8] D'après le *New York Times*, trente-deux étaient sous le coup d'une accusation pénale aux États-Unis, mais n'avaient pas été jugés.
- [9] Sans le cadre de son plan « Retour à la patrie », le Venezuela organise régulièrement des vols de rapatriements de migrants depuis les États-Unis ou d'autres pays d'Amérique latine.
- [10] <https://www.justice.gov/opa/video/attorney-general-barr-and-doj-officials-announce-significant-law-enforcement-actions>
- [11] <https://dataunodc.un.org/drugs>
- [12] <https://www.wola.org/2020/03/report-u-s-drug-monitoring-data-on-venezuela-gets-beyond-the-narcostate-narrative/>
- [13] Lire « Baie des Cochons ou Opération Mangouste ? » (18 mai 2020) – <https://www.medelu.org/Baie-des-Cochons-ou-Operation-Mangouste>
- [14] Les « contractors » condamnés pour le crime de Bagdad ont été amnistiés par Trump en 2020.
- [15] <https://www.israelnationalnews.net/News/News.aspx/281437/>
- [16] https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR_2025/WDR25_B1_Key_findings.pdf
- [17] https://www.euda.europa.eu/publications/european-drug-report/2025_en?search_api_fulltext_op=and&search_api_fulltext=Venezuela
- [18] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52023DC0641>
- [19] https://www.lantidiplomatico.it/dettnews-pino_arlacchi_la_grande_bufala_contro_il_venezuela_la_geopolitica_del_petrolio_travestita_da_lotta_alla_droga/5871_62413/
- [20] <https://raids.fr/2025/08/22/le-venezuela-mobilise-45-millions-de-miliciens-face-a-la-menace-americaine/>
- [21] Simon & Schuster, New York, 2020.
- [22] Mark Esper, *A Sacred Oath*, William Morrow, New York, 2022.
- [23] <https://www.costadelsolfm.org/2025/09/01/sin-la-presion-de-una-fuerza-internacional-maduro-no-saldra-dijo-james-story/>
- [24] Lire « Et au milieu coule l'Esequibo » (13 février 2024) – <https://www.medelu.org/Et-au-milieu-coule-l-Esequibo>
- [25] Initialement, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panamá, le Paraguay et le Pérou, rejoints ensuite par le Guyana, Haïti, Sainte-Lucie et la Bolivie (sous le

gouvernement de facto de Jeanine Áñez).

source : <https://www.medelu.org/L-imagination-tres-limitee-d-un-certain-Donald-T>